

**Conseil du 20<sup>ème</sup> arrondissement**

**Séance du 23 janvier 2018**

**VCEU RELATIF A LA PROMESSE NON TENUE DU GOUVERNEMENT QU'IL N'Y AIT PLUS DE PERSONNE  
A LA RUE FIN 2017**

**Déposé par les élus du groupe Communiste - Front de Gauche**

Considérant que le Président de la République avait déclaré en juillet 2017 lors d'un déplacement à Orléans : « *D'ici à la fin de l'année, je ne veux plus personne dans les rues, dans les bois* », « *la première bataille : loger tout le monde dignement. Je veux partout des hébergements d'urgence. Je ne veux plus de femmes et hommes dans les rues.* » ;

Considérant que le Samu social de Paris est toujours saturé et que seulement 30% des appels au 115 peuvent aboutir à une mise à l'abri ;

Considérant que depuis quelques années, en lien avec la saturation de l'hébergement d'urgence, le nombre de familles sans solution d'hébergement a considérablement augmenté amenant au chiffre dramatique de 800 personnes en famille à la rue tous les soirs à Paris, au début de l'hiver 2017, alors que ce chiffre était proche de zéro il y a trois ans ;

Considérant que le manque de place amène le SAMU social à revoir ses critères de priorité d'hébergement, et à abaisser l'âge des enfants de 2 ans à 6 mois pour considérer la situation comme ultra prioritaire ;

Considérant les nombreuses alertes des associations de lutte contre la grande exclusion qui tire la sonnette d'alarme depuis plusieurs années quand au manque d'hébergement d'urgence et sa gestion au thermomètre ;

Considérant que cette situation est demeurée inchangée, en toute logique, car aucune action à la mesure du défi n'a été prise par l'État depuis l'été ;

Considérant de surcroit les propos indignes tenus le 29 décembre 2017 par le secrétaire d'État aux Relations avec le Parlement qui soutenait que les capacités d'accueil étaient globalement satisfaisantes en fin d'année mais que le gouvernement ne pouvait être blâmé pour les situations de celles et ceux qui sont à la rue car ils veulent y rester ;

Considérant que la Ville se voit contraint d'organiser une opération d'envergure visant le dénombrement des personnes sans abris, pour que l'Etat prenne enfin conscience de la situation tragique que vivent des milliers de personnes à la rue à Paris ;

Considérant que, pour sa part, la Ville de Paris ne relâche pas ses efforts pour la mobilisation de tout son patrimoine intercalaire pour y faire de l'hébergement d'urgence, et qu'elle a proposé à l'Etat des sites mobilisables qu'il n'a pas souhaité ouvrir en centre d'hébergement ;

Considérant que l'Etat n'a toujours pas donné d'explication, par exemple, quant à l'impossibilité évoquée d'utiliser les lits vides du Val de Grace pour y accueillir des personnes sans abri ;

Considérant que l'Etat ne fournit pas les efforts nécessaires pour ouvrir des places dans les départements franciliens carencés ;

Considérant que la politique actuelle du gouvernement relative à la précarisation de l'emploi, l'annulation de l'encadrement des loyers, les baisses des aides au logement, la réduction des budgets consacrés au logement social et le durcissement des procédures de régularisation, tend à aggraver la situation et tire la population vers la précarité ;

**Sur proposition de Raphaëlle Primet et des élus du groupe Communistes – Front de Gauche, le conseil du 20<sup>ème</sup> arrondissement émet le vœu :**

- **Que la ville poursuive son combat pour des ouvertures de centres plus nombreuses, en particulier dans l'ouest parisien et dans les départements limitrophes sous-dotés tels que les Hauts de Seine ;**
- **Que l'Etat se donne ainsi les moyens de ne plus laisser des personnes dormir dehors faute de places disponibles dans les dispositifs d'hébergement d'urgence ;**
- **Que l'Etat mette en place d'une réelle politique sociale et d'accès aux droits face à l'urgence de la situation.**